

Brochure n° 3140

Conventions collectives

PRESSE QUOTIDIENNE

RÉGIONALE ET DÉPARTEMENTALE

IDCC : 693. – **Employés de la presse quotidienne départementale**

IDCC : 1083. – **Ouvriers de la presse quotidienne départementale**

IDCC : 698. – **Employés de la presse quotidienne régionale**

IDCC : 598. – **Ouvriers de la presse quotidienne régionale**

(4^e édition. – Novembre 2001)

Brochure n° 3141

Conventions collectives

PRESSE QUOTIDIENNE

RÉGIONALE

IDCC : 1895. – **Encadrement**

DÉPARTEMENTALE

IDCC : 781. – **Cadres administratifs**

IDCC : 1018. – **Cadres techniques**

(4^e édition. – Février 2005)

ACCORD DU 14 MARS 2005

**RELATIF AUX SALAIRES DES OUVRIERS, EMPLOYÉS, JOURNALISTES
ET ENCADREMENT DE LA PRESSE QUOTIDIENNE RÉGIONALE**

NOR : ASET0551326M

Entre :

Le syndicat de la presse quotidienne régionale (SPQR),

D'une part, et

La FILPAC-CGT ;
L'UFICT-LC CGT ;
La FTILAC-CFDT ;
Le SPEP-CGC ;
La fédération du livre FO ;
La fédération de la communication CFTC ;
Le SNPEP-FO ;
Le syndicat national des journalistes ;
Le syndicat des journalistes FO ;
Le syndicat des journalistes CGC ;
Le syndicat national des journalistes CGT ;
Le SPC-CGC ;
L'USJ-CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

1. Un plan de salaire pour l'année 2005 est défini à hauteur de 1,9 % dont 0,1 % au titre de l'ajustement de l'accord de salaire de l'année 2004.

2. L'augmentation globale de salaire de 1,9 % ainsi définie se répartit sur les paliers suivants :

- 1 % au 1^{er} avril 2005 dont 0,1 % au titre de l'ajustement du plan salarial 2004 ;
- 0,9 % au 1^{er} septembre 2005.

3. En conséquence le SMPG sera porté à 1 342,62 € au 1^{er} avril 2005 et à 1 354,71 € au 1^{er} septembre 2005.

4. Si, au 31 octobre 2005, l'écart entre l'indice INSEE tous ménages hors tabac et les augmentations cumulées de salaires intervenues depuis le 1^{er} janvier 2005 est égal ou supérieur à 0,2 %, un ajustement est prévu :

- en cas de dépassement des prix, en créant un palier au 1^{er} décembre 2005 à due concurrence de cet écart ;
- en cas d'avance des salaires, en considérant à due concurrence l'écart constaté pour le plan salarial de 2006.

5. Le montant de la prime de transport est porté à 28,5 € au 1^{er} avril 2005.

6. Les parties se rencontreront au mois de janvier 2006 pour faire le bilan du présent accord.

Fait à Paris, le 14 mars 2005.

(Suivent les signatures.)